Dominique VILLEMOT

23 septembre 2019

L'HARMATTAN

DÉMOCRATIE VIVANTE

□ INTRODUCTION

- La crise des gilets jaunes a commencé par une révolte fiscale contre la hausse de la taxe carbone.
- La fiscalité est le thème qui a le plus intéressé les Français durant le grand débat.
- Les Français ont demandé moins d'impôt et plus de justice fiscale.

☐ CAUSES DE CETTE RÉVOLTE FISCALE

- La forte hausse de la fiscalité entre mi-2011 et mi-2018.
- D'où le niveau record du poids des prélèvements obligatoires dans le PIB atteint en 2017 (45,2 %).
- Les hausses d'impôts de la première année du quinquennat Macron : hausse de la taxe carbone et hausse de la CSG pour les retraités.
- Les seules baisses de cette première année ont bénéficié aux plus aisés : remplacement de l'ISF par l'IFI et introduction du PFU sur les revenus financiers.

☐ CAUSES DE CETTE RÉVOLTE FISCALE

- Les Français ont eu l'impression qu'Emmanuel Macron, élu sur un programme de baisses d'impôts, ne tenait pas ses engagements, comme ses prédécesseurs.
- La France a une tradition de révoltes fiscales : le poujadisme (1956), le CID-UNATI (1970), les pigeons (2012) et les bonnets rouges (2013).

☐ CAUSES DE CETTE RÉVOLTE FISCALE

- La France a connu une politique d'austérité de mi-2011 à mi-2018 consistant à augmenter les prélèvements sur les ménages et à réaliser des économies budgétaires pour financer la baisse des prélèvements sur les entreprises (CICE et baisses de charges) et la réduction du déficit public (qui est passé de 6,9 % du PIB en 2010 à 2,5 % en 2018).
- Alors que de 1997 à 2007 le revenu disponible des ménages a augmenté de 1,8 % par an, cette augmentation n'était plus que de 0,1 % par an entre 2007 et 2017.

□ POIDS DES DIFFÉRENTS PRÉLÈVEMENTS EN FRANCE (2017)

- Cotisations sociales 384 milliards d'euros
- CSG/CRDS 106
- Impôt sur le revenu...... 73
- Impôt sur les sociétés.. 35
- Taxes foncières 34
- TICPE (carburants).....29

☐ POIDS DES DIFFÉRENTS PRÉLÈVEMENTS EN FRANCE (2017)

Comparaisons avec les autres pays :

- Cotisations sociales beaucoup plus élevées ;
- Taxes sur les carburants plutôt plus élevées ;
- Impôt sur le revenu et CSG/CRDS dans la moyenne;
- TVA plutôt plus faible;
- Taxes foncières plutôt plus faibles.

☐ PROGRAMME FISCAL D'EMMANUEL MACRON EN 2017

Alléger la fiscalité sur les facteurs de production :

- <u>Sur le travail</u> : suppression des cotisations sociales salariales maladie et chômage remplacée par une hausse de la CSG sur touts les revenus, hausse de la prime d'activité, baisse des cotisations sociales patronales financée par la suppression du CICE, exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires.
- <u>Sur le capital</u> : baisse du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 %, suppression de l'ISF, introduction du PFU sur les dividendes.

☐ PROGRAMME FISCAL D'EMMANUEL MACRON EN 2017

- Une mesure sociale : la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français ;
- Une mesure écologique : l'accélération de la hausse de la taxe carbone.

☐ AMÉNAGEMENTS DU PROGRAMME (2018 et 2019)

• Suppression de la taxe d'habitation pour tout le monde, suite à la décision du Conseil constitutionnel.

Mesures « gilets jaunes »:

- Arrêt de la hausse de la taxe carbone ;
- Suppression de la hausse de la CSG pour certains retraités ;
- Accélération de la hausse de la prime d'activité;
- Exonération d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires ;
- Baisse de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes ;
- Décalage dans le temps de la baisse du taux d'IS pour les grandes entreprises.

☐ BAISSES D'IMPÔTS D'EMMANUEL MACRON POUR LES FRANÇAIS (2018-2022)

- Suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français ;
- Suppression des cotisations sociales salariales maladie et chômage;
- Baisse de l'impôt sur le revenu pour les classes moyennes;
- Exonérations de cotisations sociales et d'impôt sur le revenu des heures supplémentaires ;
- Hausse de la prime d'activité.

☐ BAISSES D'IMPÔTS D'EMMANUEL MACRON POUR LES FRANÇAIS (2018-2022)

• Emmanuel Macron sera le président du pouvoir d'achat car il est celui qui aura le plus baissé les impôts des Français, comme François Hollande a été le président qui aura le plus baissé les prélèvements sur les entreprises.

☐ COÛT BUDGÉTAIRE DES BAISSES D'IMPÔTS D'EMMANUEL MACRON

32 milliards d'euros :

- 27 pour les ménages ;
- 5 pour les entreprises.
- ➤ Soit 1,4 % du PIB.

☐ COÛT BUDGÉTAIRE DES BAISSES D'IMPÔTS D'EMMANUEL MACRON

- Emmanuel Macron s'est engagé à ne pas créer ni augmenter d'impôts d'ici à la fin du quinquennat ;
- Il faut donc réaliser des économies budgétaires pour financer ces baisses d'impôts ainsi que la trajectoire de baisse du déficit public.

☐ COÛT BUDGÉTAIRE DES BAISSES D'IMPÔTS D'EMMANUEL MACRON

- A défaut d'économies budgétaires, les impôts réaugmenteront dans le futur;
- Mauvaise expérience précédente. Les impôts ont baissé massivement de 2000 à 2010 (Jospin, Chirac, Sarkozy) sans que des économies budgétaires ne soient réalisées. Résultat : avec la crise financière le déficit public a explosé (7,2 % du PIB en 2009). Il a donc fallu augmenter massivement les impôts de 2011 à 2018 (Sarkozy, Hollande, Macron).

☐ A QUOI SERVENT NOS IMPÔTS ?

PRINCIPAUX POSTES DE DÉPENSES PUBLIQUES (EN %, 2017)

- Retraites (26,8 %);
- Santé (19,1 %);
- Education (9,6 %).

☐ A QUOI SERVENT NOS IMPÔTS ?

- Nos dépenses publiques sont supérieures de 8 % de PIB à celles de nos voisins (11 pays européens).
- Répartition des 8 % :
 - retraites (3,4 %);
 - aides à l'économie (1,9 %);
 - aides sociales (1 %);
 - santé (1 %);
 - défense nationale (0,7 %).

☐ A QUOI SERVENT NOS IMPÔTS?

- Nos dépenses d'administration publique ne sont pas supérieures à celles de nos voisins. En revanche, nos dépenses sociales sont nettement supérieures.
- Cela peut expliquer pourquoi le grand débat n'a pas fait ressortir de propositions de baisses publiques de la part des Français, qui sont attachés à leur modèle social.
- On comprend que la droite et le Medef proposent une augmentation de l'âge de départ à la retraite. Cela réduirait fortement les dépenses de retraite et donc les dépenses publiques.

□ JUSTICE FISCALE

• Les Français ont le sentiment que les « riches » et les grandes entreprises ne paient pas assez d'impôts et pratiquent la fraude et l'évasion fiscale.

□ JUSTICE FISCALE

- Malgré les baisses d'impôts d'Emmanuel Macron c'est en France que les « riches » et les grandes entreprises paient le plus d'impôt :
 - Le PFU de 30 % sur les dividendes est supérieur au taux moyen d'imposition en Europe (25 %), les hauts revenus sont fortement imposés (45 % d'impôt sur le revenu + 9,7 % de CSG/CRDS + 4 % de contribution sur les hauts revenus), les droits de succession et de donation sont très élevés (45 % en ligne directe).
 - Le taux d'impôt sur les sociétés (33 %) est le plus élevé d'Europe et les entreprises supportent des impôts de production (CVAE, CFE, C3S) qui n'existent pas à l'étranger.

□ JUSTICE FISCALE

- De nombreuses lois renforçant la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale ont été adoptées depuis 10 ans (Sarkozy, Hollande, Macron) renforçant les pouvoirs de l'administration fiscale et de la justice.
- Pascal Saint-Amans de l'OCDE a pu ainsi déclarer : « Au niveau mondial la France est en pointe dans la lutte contre la fraude fiscale ».
- La France d'Emmanuel Macron a adopté une taxe sur les GAFA en mars 2019.

☐ ÉCOLOGIE

- Fiscalité et écologie ne font pas bon ménage : l'écotaxe a dû être abandonnée en 2013 suite à la révolte des « bonnets rouges » ainsi que l'augmentation de la taxe carbone en 2018 suite à la révolte des « gilets jaunes ».
- Pourtant la fiscalité écologique est nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique. Il faut la coupler avec des mesures sociales.